



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Politique énergétique

Question au Gouvernement n° 396

Texte de la question

POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Mme la présidente . La parole est à M. Jérôme Buisson.

M. Jérôme Buisson . En ce moment, dans mon département de l'Ain, ont lieu une série de débats publics concernant l'implantation d'une paire de réacteurs de type EPR 2 dans la commune de Saint-Vulbas. Comme dans cet hémicycle, l'extrême gauche hurle, proteste et perturbe les discussions.

Mme Karen Erodi . Nous ne sommes pas d'extrême gauche !

M. Jérôme Buisson . Ainsi qu'ils en ont l'habitude, les élus et les militants de cette tendance se sont mobilisés en signant une tribune qui fustige « ces réacteurs nucléaires coûteux, polluants et très dangereux pour la population et l'environnement ». Ils affirment qu'ils ne veulent pas « des EPR dans nos territoires ». (*Mme Marie Pochon applaudit.*)

J'ai toutefois été surpris de voir des élus suisses parmi les signataires de cette tribune. Cette protestation, certes insignifiante,...

M. Damien Girard . Vous n'aimez pas la démocratie ?

M. Jérôme Buissonsoulève la question légitime et trop peu abordée de l'ingérence étrangère dans notre politique énergétique. (*Rires et exclamations sur les bancs LFI-NFP et EcoS.*)

M. Jean-Paul Lecoq . Ce n'est pas plutôt de votre côté, les ingérences étrangères ?

M. Jérôme Buisson . Notre parc nucléaire devrait nous assurer un avantage concurrentiel, essentiel pour notre réindustrialisation. Il est jaloué par nos voisins allemands qui paient aujourd'hui le prix fort de leur choix de sortir du nucléaire.

Les gouvernements allemands successifs essaient donc d'annuler cet avantage potentiel en actionnant deux leviers. Ils poussent à la création de mécanismes européens de fixation du prix de l'électricité qui conduisent à harmoniser ces prix, ce qui annule une partie de notre avantage avec le consentement de nos gouvernements. Ce qui est moins connu, c'est que de puissantes fondations politiques allemandes recevant des financements publics, notamment la fondation Heinrich-Böll, liée aux Verts allemands, travaillent main dans la main avec les Verts français afin de discréditer notre industrie nucléaire.

Mme Nathalie Oziol . Vous êtes pitoyable !

M. Jérôme Buisson . Dans le cas de la centrale de Fessenheim, des décennies d'activisme socialiste et écologiste, suisse comme allemand, notamment celui de l'officine bâloise nommée Association trinationale de protection nucléaire, ont pesé dans la décision de fermeture, décision qui met en danger notre système électrique.

Notre pays ne peut rester passif face à ces ingérences manifestes dans un secteur aussi stratégique que celui de l'énergie.

Reconnaissez-vous une ingérence étrangère dans le travail de sappe mené par ces fondations antinucléaires étrangères ? Le cas échéant, que comptez-vous faire pour nous prémunir de ces ingérences ?

M. Damien Girard . Vous êtes ridicule !

M. Sylvain Maillard . On ne comprend rien !

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche.

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche . Votre question est l'occasion de présenter notre politique énergétique – une politique de transition énergétique.

M. Jean-Philippe Tanguy . Ce n'est pas la question !

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre . Elle a permis d'augmenter de 30 % la production électrique ces deux dernières années et de baisser drastiquement le prix de l'électricité.

Plusieurs députées du groupe LFI-NFP . C'est faux !

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre . Vous me direz qu'il avait fortement augmenté ; il devait donc diminuer et nous avons fait ce qu'il fallait pour tenir nos promesses.

M. Alexandre Dufosset . Non !

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre . J'ai obtenu de la Commission européenne l'inclusion du nucléaire dans le mix énergétique européen. (*Mme Marina Ferrari applaudit.*) Nous avons su prendre la mesure des ingérences étrangères et obtenir ce qu'il fallait pour défendre les Françaises et les Français, voire les Européennes et les Européens.

Un député du groupe RN . Vous êtes des menteurs professionnels !

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre . Que certains contestent tel ou tel aspect de notre politique énergétique, cela s'appelle le débat public démocratique – je sais que vous n'y êtes pas toujours favorables. (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*) Mais il n'est pas vrai que des pays interviennent pour définir notre politique énergétique. Les faits l'ont montré ces derniers mois, que ce soit la réforme du marché de l'électricité européen obtenue de haute lutte par la France, la relance de la construction de nouveaux réacteurs nucléaires ou la prolongation des réacteurs existants. Cela n'empêche pas dans le même temps de développer les énergies renouvelables car notre politique tient sur deux pieds – les énergies renouvelables et le nucléaire.

Plusieurs députés du groupe RN . C'était hors sujet !

Données clés

Auteur : [M. Jérôme Buisson](#)

Circonscription : Ain (4^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 396

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche

Ministère attributaire : Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 13 février 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 13 février 2025